

Enbata

Abendoaren 6-tik 10-ra

Entretien avec
Peio Etcheverry-Ainchart

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
6 décembre 2012
n° 2256
1,30 €

Durango
47. azoka

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Dépasser la “nation”

«L'UNITÉ nationale est en danger». Ce slogan alarmiste résonne aujourd'hui partout en Europe. Anglais, Wallons, Espagnols le brandissent face à la «menace sécessionniste» et à la «fièvre nationaliste». L'argument fut amplement utilisé par le Partido Popular durant la campagne électorale en Catalogne. Redoutant une déferlante abertzale, tous les moyens furent bons pour effrayer des populations tentées par «l'aventure indépendantiste». Pas viable, trop endettée, exclue de l'Union Européenne, tel serait le visage d'une Catalogne indépendante.

Or cette «crise catalane» actuelle a, entre autres, pour origine le refus obstiné du gouvernement madrilène de reconnaître aux Catalans leur qualité de nation. «Il n'y a qu'une nation, la nation espagnole». La nation catalane n'existerait donc pas...

«Je pense donc je suis» affirmait Descartes. Ainsi en est-il de même à Barcelone: je me pense Catalan, donc je suis Catalan. En Pays Basque, dans les sept territoires historiques, nous sommes aussi des centaines de milliers à revendiquer notre nationalité basque. Nous sommes donc Basques, de facto, notre nationalité existe parce que nous la ressentons, nous la vivons, nous la revendiquons. Ne manque que le droit, la reconnaissance officielle. Pourquoi est-il si difficile de la faire admettre *de jure*? Pourquoi certains nient-ils son existence? En quoi l'existence de notre nationalité, qui s'ajouterait aux autres, serait-elle dangereuse? Pourquoi un Espagnol, un Français se sentent-ils agressés lorsqu'un Basque revendique sa nationalité basque et affirme qu'il n'est pas français ou espagnol? Un Allemand peut affirmer son appartenance à la nation allemande et dire qu'il n'est pas Français sans que cela ne choque personne, ni que cela ne soit pris pour une injure antifrançaise. Alors, pourquoi ce raisonnement ne serait-il pas valable pour nous? L'existence d'une nation est-elle liée au fait qu'elle ait par le passé gagné

beaucoup de batailles et aligné de puissantes armées? Les vainqueurs pourraient se proclamer nation, pas les vaincus?

Ce raisonnement ne peut plus tenir dans une Europe pacifiée aux frontières ouvertes. L'incessante guerre entre nations est terminée. Les haines fratricides ne sont qu'un lointain souvenir. Dans ces conditions, pourquoi continuer à imposer à des millions de personnes en Europe une nationalité qu'elles ne reconnaissent pas, pourquoi continuer à nier l'existence de nations qui s'affirment de jour en jour? D'autant que ces nationalités méprisées sont au cœur même de l'Europe et bien souvent, parcourues par un fort sentiment pro-européen.

Le débat essentiel ne devrait plus, aujourd'hui, concerner l'appartenance nationale. Toutes devraient être reconnues car toutes sont de l'ordre du vécu, de l'intime, de l'identité profonde. Les abertzale devrions travailler au dépassement du modèle des vieux Etats-nation hérité du XIX^e siècle. Et affirmer qu'à l'intérieur des frontières d'un Etat, il peut y avoir divers sentiments d'appartenance nationale. Il faut parvenir à les accepter pour ce qu'ils sont, une composante de l'identité de la personne et de l'identité d'un groupe. Rien de plus. Nous, abertzale, savons depuis longtemps qu'autour de nous, avec nous, vivent et travaillent des gens qui n'ont pas le sentiment d'appartenance nationale basque. Rien ne nous a empêchés de lutter avec eux pour construire ce territoire dans lequel nous vivons ensemble, Ipar Euskal Herria. En cela, les batailles qui nous rassemblent aujourd'hui sont exemplaires. Elles ont fait fi du sentiment d'appartenance nationale de chacun, pour nous permettre de nous retrouver sur une volonté commune: doter ce territoire d'une existence institutionnelle qui permettrait aux habitants de ce pays, quelle que soit leur nationalité revendiquée, de prendre en main collectivement leur destin. Un Pays Basque plurinationnel où les valeurs citoyennes prévaudraient sur les identités nationales, voilà un modèle qui mériterait plus ample réflexion.

Euskaraz bizi

EUSKARAREN eguna zen astelehenean, eta hola-koetan, euskaltzale guziek euskara goraiatzeko dute. Bi egun lehenago, «Euskaraz bizi nahi dut» aldarrikatu zuten milaka lagunek Donostian, Kontseiluak antolatu zuen manifestazioan. Euskara ez da, ordea, urtean egun batez gogoan ukan behar duguna, baik zik eta urteko egun guzietan mihian erabili behar duguna.

Egun hauetako mezuak botereari zuzentzen dizkiogu, lehenik. Frantziak oraino ere ez dio aitortu euskarari ofizialtasunik, eta ez du berretsi hizkuntza gutxituen eurokarta. Noiztik gaude egoera horretan? 90eko hamarkadatik! Lionel Jospinen gobernuak eurokarta izenpetu zuen, eta Jacques Chiracek konstituzio kontseilura jo zuen erabaki horren aurka, eta geroztik dena izozturik dago. Aitzakiak bilatu dituzte erranez Frantziak ez zuela bide hori hartuko, baina bide «egokiagoak» zituela euskarari proposatzeko. Baina horiek denak ihesbideak izan dira, euskarari zinezko ezagupena ukatzeko eta Ipar Euskal Herrian euskaraz bizitzea ezinezko egiteko.

Euskaraz mintzatzea eskubide indibiduala omen da, eta

Frantziak ez omen du eskubide hori urratzen. Dударик gabe, denak aske dira beren etxean nahi duten bezala mintzatzeko. Aldiz, eskubide kolektiboa onartzea kostatzen zaio Frantziari, horrek berdintasunari kalte egiten liokeelakoan. Baina gaur egun euskara bizi publikotik nola baztertua den ikusiz, garbi ageri da bizi pribatutik ere desagertzen ari dela. Euskararen Erakunde Publikoaren sortzea urrats bat izan bada ere, horrek bakarrik ez du bermatzen euskarak bizirik irautea luzaz.

Baina dena ez da botere publikoetatik jinen. Ofizialtasunaren beha egon gabe, eta politikak dena konponduko duela igurikatu gabe, egun guzietan egin behar dugun euskarazko gizartea. Ez da aski aldarrikatzea: euskaraz funtzionatu behar dugu gure artean, bilkuretan, barne testuetan, kanpo komunikazioan, berriak entzutean, irakurtzean, ikustean... Mugimendu abertzaleak berak badu oraino lan handi bat egiteko bere buruaren euskalduntzen. Hamarkada batzuk pasatu dira jadanik alderdi abertzaleak sortu zirenetik, baina mugimendu horiek egin ote duzte jautzia euskara lehenesteari begira?



CETTE SEMAINE

TARTARO

S'EST ÉTONNÉ

Le référendum écossais

II - Positionnements

● David Lannes

EN paraphant «*l'accord d'Edinburgh*» le 15 octobre, le premier ministre britannique David Cameron et son homologue écossais Alex Salmond ont lancé l'Ecosse sur la voie de l'autodétermination. J'ai décrit dans ma chronique précédente la teneur de cet accord et les grandes options que les camps unioniste et indépendantiste vont proposer aux électeurs écossais, depuis le simple statu quo jusqu'à l'indépendance, en passant par la «*devolution-plus*» et la «*devolution max*». Le référendum d'autodétermination n'aura pas lieu avant 2014, mais les principaux acteurs politiques se positionnent déjà en prévision de cette consultation historique.

Une des questions qui taraudent bien des observateurs est de savoir pourquoi le premier ministre britannique a consenti si facilement à la tenue d'un référendum d'autodétermination. Peut-on imaginer le Canada se montrer si conciliant avec le mouvement indépendantiste québécois? Ou l'Espagne avec la Catalogne et le Pays Basque? La première explication que l'on peut apporter est que la partition n'est pas un épouvantail en Angleterre. Selon un sondage du *Sunday Telegraph* datant de janvier 2012, 40% des Ecossais soutenaient l'indépendance et 43% préféreraient rester attachés au Royaume-Uni. Par contre, l'option indépendantiste était clairement majoritaire (43% contre 32%) chez... les Anglais! Ces derniers ne prendront bien sûr pas part au vote, et s'ils soutiennent l'indépendance de l'Ecosse, ce n'est pas par grandeur d'âme: 51% d'entre eux sont en effet convaincus que l'Ecosse sera dans une plus mauvaise situation en cas d'indépendance. La «*formule de Barnett*» qui détermine la part des dépenses de l'Union allouée à l'Ecosse (ainsi qu'à l'Irlande du Nord et au Pays de Galles) est en effet jugée trop favorable aux Ecossais par 61% des Anglais alors que 53% des Ecossais la trouvent juste.

Double bénéfice

Le mécontentement anglais que ce sondage révèle participe du malaise lié à «*la question de West Lothian*» formulée en 1977 par un parlementaire de la circonscription anglaise de West Lothian lorsque le gouvernement travailliste de Jim Callaghan proposa de créer une assemblée autonome en Ecosse: «*pourquoi les députés écossais auraient-ils le même droit de vote à Westminster que les députés anglais alors que ces derniers ne peuvent se prononcer sur les compétences transférées au Parlement écossais?*». En laissant entendre qu'en cas de victoire du «*non*» au référendum, le gouvernement anglais serait favorable à une pleine autonomie de l'Ecosse («*devolution max*»), David Cameron table sur un double bénéfice. Celui bien sûr d'apparaître comme le sauveur de l'Union en cas d'échec de l'option indépendantiste, mais aussi celui d'avoir résolu la question de West Lothian. En effet, selon les termes de la «*devolution max*» telle que l'entend Cameron, les députés écossais ne siègeraient plus à Westminster... Cette mesure permettra par ailleurs à Cameron de tirer du référendum écossais un troisième bénéfice qui pour être peu reluisant n'en est pas moins considérable. Ses adversaires travaillistes seraient en effet privés d'une très grosse partie de leurs troupes: sur 59 députés écossais à Westminster, un seul appartient aujourd'hui au parti conservateur de Cameron! Les Tories



seraient donc quasiment assurés de rester au pouvoir lors des prochaines élections de 2015, voire au-delà...

Que ce soit pour convaincre les indécis ou parce qu'ils espèrent en tirer des bénéfiques électoraux, les partisans de l'Union (Conservateurs, Travaillistes et Liberal Democrats) promettent donc une plus large autonomie aux Ecossais. La stratégie du camp indépendantiste (Scottish National Party et Verts) est presque opposée: ils entendent rassurer les électeurs en dédramatisant l'indépendance. Ils promettent donc que la Reine d'Angleterre resterait chef de l'Etat, que la livre sterling demeurerait la monnaie nationale, et que l'Ecosse resterait membre de l'UE et même de l'OTAN.

Engagements rassurants

Cela ne va pas sans créer de tensions internes. Deux députés du SNP ont ainsi démissionné car ils estimaient que la revendication historique du SNP de démanteler les sites nucléaires britanniques installés en Ecosse était incompatible avec un maintien dans l'OTAN. Par ailleurs, plusieurs des engagements rassurants du SNP sont pour le moins optimistes et prêtent le flanc aux critiques. Il ne dépend en effet pas que du SNP que la livre sterling puisse continuer à être la monnaie nationale. Par ailleurs, aucun texte n'assure qu'une Ecosse indépendante serait automatiquement membre de l'UE. Ce dernier point n'a pas échappé aux adversaires de l'indépendance écossaise qui ne se trouvent pas qu'au Royaume-Uni, loin s'en faut! Le Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a ainsi affirmé que «*l'Ecosse [devrait] candidater comme n'importe quel autre Etat*»; le Président du Conseil européen, Herman van Rompuy, a fait preuve de son impartialité en déclarant que «*la crise financière globale nous frappe fort. Le changement climatique menace la planète. Comment le séparatisme peut-il aider? Le mot de l'avenir est l'union*». On ne s'étonnera donc pas que l'Espagne se soit fait un malin plaisir de rappeler que l'Ecosse aurait besoin d'une «*approbation unanime*» des membres actuels pour rejoindre l'UE.

Comme on l'a vu, Cameron se montre beaucoup plus serein que ses homologues européens. Mais qu'il se méfie! Si l'option indépendantiste est à la traîne dans toutes les enquêtes d'opinion, un sondage du *Sunday Time* estime que les indépendantistes devanceraient les unionistes de 12% si les électeurs étaient convaincus de la victoire des Conservateurs de Cameron aux législatives de 2015...

●●● pas tant que ça qu'une thèse défendue par Gerald Crabtree, professeur de biologie du développement à l'université de Stanford, suggère que les performances du cerveau humain ont atteint leur apogée il y a quelques millénaires et sont désormais en déclin. L'origine de l'armée enfin élucidée!

●●● que Valls s'apprête à enterrer l'éthylotest que Sarkozy avait rendu obligatoire pour faire une fleur à un de ses potes qui les fabrique. Tartaro se doutait bien qu'il y avait un hic!

●●● pas tant que ça que l'épouse Galloise de François Fi(II)on lui ait suggéré de baptiser son groupe de députés UMP dissidents RUMP. Rump en anglais signifie croupion.

●●● du nombre de députés de ce même groupe: 69. En plus de l'implosion, l'UMP risque le tête-à-queue.

●●● pas tant que ça que dans le nouveau découpage cantonal qui se prépare, la Soule risque de se retrouver intégrée dans un canton béarnais. Diü biban!

Abertzaleen Batasuna

“Il est temps de tourner la page des divisions”

Le 10 novembre dernier, Abertzaleen Batasuna a tenu son assemblée générale annuelle. Dans un contexte politique nouveau à de nombreux égards, AB a adopté une ligne politique qui l'amènera dans les mois à venir à franchir un pas important dans son histoire. Le même pas ayant été franchi en parallèle par Batasuna et Eusko Alkartasuna, Enbata a souhaité avoir l'éclairage de Peio Etcheverry-Ainchart, porte parole d'AB, sur ce qui sera peut-être un tournant dans l'histoire récente de l'abertzalisme.

E NBATA: Cette année, l'Assemblée générale d'AB avait une signification particulière, présentant seulement deux motions, en outre liées l'une à l'autre. Pourquoi?

Peio Etcheverry-Ainchart: Cela s'explique par deux raisons. La première est liée au fonctionnement interne d'AB, et plus précisément au fait que l'Assemblée générale 2011 — dont l'ordre du jour s'était révélé très lourd — avait reporté à l'AG de cette année la tenue d'un débat jugé trop important pour risquer d'être bâclé: celui de la nature des relations au sein de la gauche abertzale. Depuis, en application de cette décision, nous avons organisé plusieurs moments de réflexion sur ce thème, afin de la mener à son terme de la meilleure

manière possible.

La seconde raison est liée à l'évolution de la situation politique. En effet, l'AG de l'an dernier s'était tenue au lendemain de deux événements majeurs: la conférence de paix d'Aiete et la déclaration de cessez-le-feu définitif d'ETA. Le nouveau contexte créé par ces deux événements, appelé à connaître des développements futurs par définition difficiles à anticiper à l'époque, rendait d'autant plus urgent d'attendre, de manière à pouvoir débattre de cette question de la refondation de la gauche abertzale avec davantage de recul. Et de fait, il n'a pas fallu attendre plus de quelques mois pour que soit signé, le 28 avril, un Schéma d'accord stratégique national signé par cinq partis: Batasuna, Aralar, EA, Alternatiba, et nous-mêmes, AB. Etant reconnu de tous les signataires le fait qu'une stratégie nationale ne pouvait se décliner de la même manière partout au Pays Basque du fait de réalités sociopolitiques différentes, une proposition de texte spécifique avait été établi pour Iparralde.

En cette fin d'année, c'est donc sur deux motions éminemment liées qu'il nous fallait nous déterminer, la première n'étant que ce dernier texte soumis à la ratification officielle d'AB, la seconde étant notre proposition sur la nature des relations au sein de la gauche abertzale au Nord, achevant le débat laissé en suspens l'année dernière.

Enb.: Le fait que ces deux motions soient liées induit assurément qu'elles participent toutes deux d'une même logique. Laquelle?

P. E-A.: L'an dernier, nous avons voté une motion de politique générale disant ceci, je cite l'essentiel: «Dix ans presque jour pour jour après la scission de 2001, tourner la page de la lutte armée et d'un certain type de stratégie permet d'ouvrir des perspectives historiques pour le combat abertzale au Sud et au Nord d'Euskal Herria, ce qui motive notre pari déter-

“Il s'agit donc de dépasser la logique du chacun son intérêt partisan, pour privilégier le travail en commun entre abertzale et parler d'une même voix devant les autres formations politiques et face à Paris et Madrid.”

miné en faveur d'une réunification de la gauche abertzale d'Iparralde, et en faveur d'EH Bai». Cette logique se devait de se retrouver dans les motions soumises au vote cette année, et tel est le cas dans le Schéma d'accord stratégique comme dans la seconde motion propre à AB. Désormais, pour AB les choses sont claires: les éléments qui expliquaient la division du camp abertzale durant ces dernières années ont quasiment tous disparu, au Nord comme au Sud, et il est temps de tourner cette page sombre de notre histoire récente. Les deux motions, en proposant des modalités en vue de cette refondation, sont convergentes et c'est donc naturellement et à une large majorité qu'elles ont toutes deux été adoptées.

Enb.: Refonder la gauche abertzale, cela signifie quoi en pratique? Créer un parti unique?

P. E-A.: C'est le chiffon rouge parfois agité devant nos yeux, alors qu'à l'heure actuelle on ne parle que de faire travailler les cinq partis signataires de l'accord dans un même esprit, de la manière la plus harmonieuse, concertée et cohérente possible, afin d'être efficaces dans des chantiers aussi divers que les revendications institutionnelles, linguistiques, la résolution du conflit, mais aussi afin de porter une alternative progressiste aux enjeux sociétaux de l'heure. Il s'agit donc de dépasser la logique du «chacun son intérêt partisan» pour privilégier le travail en commun entre abertzale et parler d'une même voix devant les autres formations politiques et face à Paris et Madrid. Ici au Pays Basque Nord, cela passera par la structuration d'un espace politique commun intégrant AB, Batasuna et EA, chacun conservant son autonomie d'organisation mais affirmant la priorité au travail collectif et garantissant toute sa place à cette masse d'abertzale qui ne sont nulle part encartés. Le tout dans une dynamique adaptée aux rythmes et réalités sociopolitiques du



Peio Etcheverry-Ainchart

2012KO ABENDUAREN 6AN

JEAN SEBASTIEN MORA, JOURNALISTE

Une préparation discrète aux gaz de schiste



Alors que la disponibilité d'énergies carbonées abondantes se clôt, les grands opérateurs de l'énergie continuent à investir dans le transport et le stockage du gaz.

Que cachent ces investissements ?
Enquête en Espagne
et dans le sud-ouest de la France.

Le plafond dans la production mondiale de gaz naturel est attendu pour 2030. Pour autant, dans le sud-ouest de l'Europe les grands opérateurs de l'énergie investissent encore des millions d'euros dans une superposition de projets, sans donner d'objectif précis, mais laissant deviner des enjeux dépassant largement la région, voire une préparation possible au transport et au stockage de gaz de schiste. Ceci au moment où François Hollande relance le débat expliquant que la recherche sur d'autres techniques que la fracturation hydraulique "continue" et qu'un moratoire a été rejeté le 21 novembre par le Parlement européen.

Euskadour

En effet, parmi ces grands opérateurs, TIGF (filiale du pétrolier Total) gère déjà le stockage de 25% du gaz français et mène actuellement de grands travaux pour augmenter sa capacité de transport de gaz naturel.

Lancée en 2011, la construction d'un pipeline à double flux «Euskadour», pour un montant de 130 millions d'euros, viendra porter la capacité totale d'interconnexion gazière entre la France et l'Espagne à 7,5 milliards de m³ par an en 2015. (Soit l'équivalent de 15% de la consommation française). «Euskadour permettra aux transporteurs espagnols Enagás et Naturgas Energía, de disposer d'une plus grande fluidité en entrée et sortie et d'un meilleur accès au marché du gaz européen» explique TIGF [1].

La connexion gazière Euskadour fait aussi craindre l'arrivée sur le marché hexagonal du gaz de schiste espagnol, en absence de moratoire de Madrid et au vue de la multiplication de projets d'exploitation dans le nord de la péninsule.

Pour l'instant, la menace la plus sérieuse concerne la province basque d'Alava où la compagnie texane Heyco y a évalué les réserves de gaz de schiste disponibles à 184,5 milliards de mètres cubes de gaz, soit 5 fois la consommation annuelle de l'Espagne ou une autonomie énergétique de 70 ans pour la Communauté Autonome Basque.

Or les perceptions d'extraction se sont accélérées avec la victoire en octobre du PNV (Parti Nationaliste Basque), une formation indépendantiste de centre-droit historiquement favorable au gaz de schiste.

C'est le Lehendakari Juan José Ibarretxe qui avait initié les prospections et le contact avec les compagnies texanes dès 2005.

Pour autant, là bas les associations regroupées derrière «Fracking ez araba» sont très mobilisées et le bon résultats de Eh Bildu ne faciliteront pas les démarches.

Cependant, hasard ou conséquence directe : Bahia de Bizkia, le port de gazier de Bilbao accroît actuellement ses capacités de stockage de 400 000 m³ (plus d'un tiers de sa capacité).



Jean Sébastien Mora

A partir des années 50, les opérateurs accumulent le gaz pour pallier au pic de consommation hivernale.

Dans le sud-ouest, intimement lié à l'histoire de l'exploitation du gaz de Lacq, TIGF dispose de deux grands stockages aquifères [2] celui de Lussagnet dans le Gers et d'Izaute dans les Pyrénées-Atlantiques pour une capacité cumulée de 13 milliards de m3, soit 20% du potentiel de stockage français.

Le gaz accumulé sur ces deux sites provient déjà d'Europe du Nord, mais aussi d'Algérie ou encore du Nigeria, via les terminaux méthaniers situés sur les façades maritimes.

Pour des questions géologiques, le nord de l'Espagne ne dispose pas de grand stockage naturel et la connexion Euskadour permettra aussi selon TIGF «une connexion du réseau espagnol au stockage de Lussagnet», sans préciser la nature de ce gaz.

Enfermement idéologique dans un modèle toujours plus consommateur d'énergies fossiles ou préparation à l'arrivée du gaz de schiste?

Scénario à faibles contraintes d'émission de carbone

Une chose certaine : sans gouvernance écologique mondiale, un scénario à faibles contraintes d'émissions de carbone dessine les contours d'une compétition féroce des opérateurs pour l'accès et le contrôle des ressources en hydrocarbures.

«Dans le contexte des changements climatiques, les acteurs de l'industrie gazière comme l'EGAF (le forum européen de défense du gaz) recourent au stratagème qui consiste à vanter le gaz comme étant «un bon complément des renouvelables». Une idée habile, d'autant qu'il est largement admis que le gaz naturel sera nécessaire dans une période transitoire car

beaucoup moins polluant que le charbon» analyse Christian Berdot pour les Amis de la Terre Landes.

A la suite de la séparation entre EDF et GDF en vue de leurs privatisations, EDF l'opérateur s'est retrouvé sans gaz et n'a depuis eu de cesse de réinvestir ce domaine. L'entreprise souhaite lancer à Pouillon, près de Dax dans les Landes, le creusement d'un nouveau stockage de gaz, une cavité de 600 millions de m3 contenue dans un diapir [3] de sel situé entre 700 et 2000 mètres de profondeur.

Un prélèvement de ressources en eau douce est exclu alors pour réaliser l'excavation, EDF compte pendant 10 ans injecter de l'eau de mer dans le sous-sol de Pouillon afin de sortir le sel sous forme d'une épaisse saumure.



“Landesetako hautetsi sozialistak, jada AHT berriaren defendiatzaile dira, eta “karbona ondoko” eredu sozio ekonomiko baten pentsatzeko ezintasuna argi uzten dute!”

Les quantités de sel sont telles (environ 2/3 de la consommation annuelle française), qu'EDF ne pourra pas les valoriser et compte envoyer la saumure en mer au travers d'un «saumoduc» : un pipeline qui se déversera en pleine mer à plus d'1,5 km de la côte.

Le secteur du tourisme, l'industrie de la glisse, les pêcheurs, quelques politiques et les associations de protection de l'environnement sont rapidement montés au créneau, menant durant la saison estivale une série d'action visant à dénoncer les conséquences désastreuses d'une installation gazière classée Seveso II.

Par deux fois le BRGM (Bureau des Ressources Géologiques et Minières) a émis des doutes sur l'intégrité et l'homogénéité de la masse de sel nécessaire à l'architecture de ce stockage.

Difficile également de nier l'impact d'une concentration élevée de sel sur l'environnement marin, d'autant que «la saumure pourrait bien s'accompagner de 20% d'hydrocarbures et d'argiles selon les estimations» mettent en garde les associations.

Plusieurs mois après la fin du débat public et malgré les fortes oppositions, EDF maître d'ouvrage de l'opération, reste bien décidée à poursuivre et s'associerait avec le géant russe Gazprom.

Penser un modèle socio-économique «post-carbone»

Les associations estiment manquer de moyens de pression, en dépit d'une pétition signée par plus de 11.500 personnes sur un bassin de population de 100.000.

Tout réside in fine entre les mains des politiques : septembre 2012 le président du Conseil Général des Landes Henri Emmanuelli prenait enfin position, se montrant opposé au Saumoduc, sans fermer la porte au projet d'EDF au nom des 250 emplois durant les six ans du chantier et 30 permanents par la suite.

«Il n'y pas lieu de s'emballer [...] la concertation sera menée avec tout le monde» a-t-il expliqué. Or début novembre, un autre élu landais socialiste, le délégué aux relations avec le parlement Alain Vidalis déclarait que «l'extraction des gaz de schiste devra être envisagée».

Incertain, l'avenir de Pouillon est-il directement lié à cette déclaration ?

Une chose est sûre, les élus socialistes landais, déjà fervents défenseurs de la LGV Paris-Madrid et promoteurs du marché aquitain du carbone (une première européenne [4]), sont définitivement enfermés dans les vieux paradigmes issus des trente glorieuses, incapable de penser un modèle socio-économique «post-carbone».



[1] TIGF décide d'investir dans le projet «EUSKADOUR» Communiqué de presse TIGF Pau, le 31 janvier 2011

[2] La technique du stockage en nappe aquifère consiste à reconstituer l'équivalent géologique d'un gisement naturel en injectant le gaz dans une couche souterraine de roche poreuse et perméable contenant à l'origine de l'eau, recouverte d'une couche imperméable formant une couverture étanche.

[3] Un diapir est constitué de roches facilement déformables, telles que le sel, ou encore le gypse, les magmas, les boues, etc. remontant vers la surface sous l'effet de la poussée d'Archimède.

[4] Le projet de marché aquitain du carbone - une première nationale et peut-être européenne - a pris effet en 2012. L'association Aquitaine Carbone, en est l'instrument, due à l'initiative du Conseil régional, cette association a également pour parrains le Centre régional de la propriété forestière (CRPF), l'Office national des forêts (ONF), la Caisse des dépôts. Elle est dotée d'un comité scientifique (Inra, CNRS, Xylot futur, Goodplanet...).



UMP pUMPeKa... eta hemengoan jauziak!

Lucien Etxezaharreta

“Gasnaren gozoa” ezaguna da munduan zehar, baina bereziki gure politikoek etsenplu txarra emaiten digute.

Botere gosea eta honi dagokion gasna saporetuaren inguruko delectazioa hor dira, menderen mende, omen zibilizatua den edozein jendarteren baitan.

Preseski ohargarri da ikustea nola gibelatuak omen diren sozietateetan mugak jartzen diren botere gose eta honi dagozkion interesen mugatzeko.

Bistan da Copé baten botere gosea edo isilago baina berdin tematzen den Fillonen afera hor dugula.

Alliot Marie errekurtsio bezala, behin behineko lendakari izaiteko proposatu du batek edo besteak.

Oilategiko haga bezain garbia dela hau erraitea itsusi da eta ez dut hori egiaztatuko baina handiki edo xibero-tarren jankilot deitzen dituzten horien itzalean egin du bere ibilbide politikoa, Tunisian edo beste nonbait fagore umil zerbait ardietsiz.

Batek erranen dit ez duela balio beti berdinen zanpatzea, Guignol eta Gnafon-en pertsuak errepikatuz.

Badugu ere ezkerretik jaidura itsusien oihartzun.

Eta (rekoño?) DSK-k sei bat miliun dolare emanen dizkiola hain itsuski baliatu duen Nafissatu Dialori?

Bekatu haundia ziteken.

Bekatuaz ari baigara, iragan egune-tan, bekatu batzu agerian eman dira gure apezpikuaren eskutik Biarritzen.

Beti xangrinatuak diren ezkerrekoak, mutur batetarik besterainokoak, kexatu dira biziaren errespetua estakurut-zat hartzen dutela xuri horiek beren eskuineko adar beltzen erakusteko eta bideratzeko.

Leihotik begira, pasatzen ikusten da karabana frango, hauen zakurren sainga aldiak edo xanpaka ari direnen tete-lekeriak entzuten dira.

Bada hor kontsolatzeorik nahi bada, baina ezin dira ahantzi hainbeste nekeziak familietan, etxetan, bakartasune-an bizi direnen artean.

Are! Irri egin eta jo aintzina, mundua beti ber eraikitzen ahal baita!

LES ALTERNATIFS

www.alternatifs.org



L'humanité d'abord

Energie atomique et transition énergétique

Civil ou militaire, le nucléaire n'est pas une source d'énergie comme une autre. L'arrêt de son utilisation est le préalable à toute vraie transition énergétique. Le renoncement au nucléaire est aussi l'incontournable base d'une authentique coopération pacifique entre peuples.

Fukushima, le pire est peut être encore à venir

Des poches radioactives jusqu'à Tokyo, à 250 km du site; 3 cœurs de réacteur en perdition dans le sol et les nappes phréatiques; rejets massifs persistants dans l'air et l'océan...

Tout un pays en sursis depuis 18 mois (alors qu'à Tchernobyl, le sacrifice de centaines de milliers de liquidateurs avait permis de stabiliser la situation en une dizaine de jours...); piscines de combustible radioactif et inflammable qui continuent de menacer tout l'hémisphère nord de contamination... Et il paraît que seul le «nucléaire iranien» est dangereux? Et il faudrait continuer à exploiter et exporter partout des centrales nucléaires, au lieu de se concentrer sur les moyens d'arrêter les dégâts?

La France est un des deux ou trois principaux responsables de la prolifération mondiale de technologies nucléaires. C'est du MOX français qui a aggravé l'explosion du réacteur 3 au Japon.

Le nucléaire, c'est aussi la précarité sociale

Service public ou pas, de droite ou de «gaulche», l'électronucléaire impose depuis longtemps le recours massif à des intérimaires et sous-traitants pour les opérations les plus irradiantes (chargement et déchargement du combustible, maintenance, nettoyage des zones contaminées, prétendue «liquidation» de catastrophes radiologiques...). Cette externalisation s'est mise en place dès 1981 chez EDF.

Comment supporter plus longtemps que d'invisibles précaires soient sacrifiés pour donner l'illusion que le nucléaire est propre et bon marché? A Fessenheim, 25 «incidents» en moins de 6 mois sur une tranche nucléaire qui venait pourtant de subir une 3^e visite décennale.

Salariés victimes de brûlures après une opération de décontamination au peroxyde d'hydrogène, accident mortel dans l'explosion d'un four d'incinération de déchets radioactifs près de Marcoule... Tout cela, selon EDF et Areva, ne relèverait que de la banale fatalité d'accidents «industriels». Ce n'est jamais la faute du nucléaire, c'est toujours celle des ouvriers!

Pour la sobriété énergétique et un autre modèle de développement

Il y a belle lurette que, comme la hausse du Produit Intérieur Brut, celle des consommations énergétiques n'est pas signe de bien-être.

La solution à la crise énergétique et climatique réside d'abord dans une réduction des consommations.

Y compris pour ne pas avoir à voler les ressources des pays les plus pauvres.

Avions, autoroutes, TGV, transactions financières à la nanoseconde... il faut ralentir!

Utiliser de manière transitoire des centrales à gaz pour fermer des réacteurs et pas seulement pour faire face aux pics de consommation. Il faut partager et réorganiser le travail pour réduire les besoins de mobilité et la tendance gaspillage, supprimer les publicités et tout ce qui encombre notre espace public...

Non, le nucléaire n'est pas une partie de la solution, mais le principal verrou qui empêche de la trouver!
Le changement, c'est maintenant!



Le fantôme de Mirabel

Résister pour faire revivre le territoire

Le vendredi 7 décembre à 20h45 au cinéma l'Atalante à Bayonne, le CADE, Bizi!, Attac et le Comité de soutien à NDDL organisent une soirée débat autour du film "Le fantôme de Mirabel".

Mirabel est le nom d'un aéroport près de Montréal (au Québec), implanté brutalement à un coût important en pleine campagne.

Quelques années plus tard il est abandonné.

Cette soirée sera l'apport des organisateurs à "La journée européenne contre les Grands Projets Inutiles et Imposés (GPII)" et elle débutera à 19h30 avec un buffet.

La construction de l'aéroport de Mirabel commença en 1970 sous le gouvernement Trudeau. Montréal rayonnait en tant que première métropole canadienne, hôte de la fameuse expo 67 et des jeux olympiques encore à venir de 76. L'aéroport de Dorval ne semblait plus pouvoir suffire aux besoins aériens de la cité.



C'est dans cet esprit que le gouvernement fédéral se lança dans un projet ambitieux; doter Montréal d'un second aéroport parmi les plus grands et modernes du monde. Montréal allait devenir la plaque tournante de l'aviation en Amérique du Nord.

Pour ce faire, le 27 mars 1969, près de 100 000 acres de terre furent expropriés, obligeant des milliers de résidents et fermiers de la rive nord à abandonner leur patrimoine dans des conditions pour le moins révoltantes.

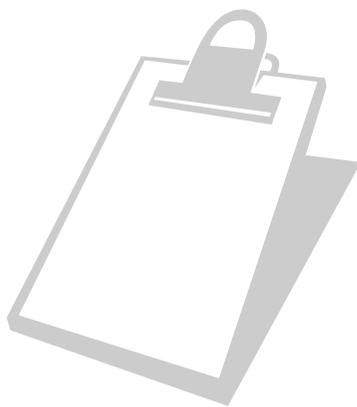
L'aéroport de Mirabel ne sera jamais achevé au delà de la phase 1 de construction et tombera rapidement en déclin, jusqu'à sa fermeture pour ainsi dire totale en 2004. L'aéroport qui devait être un symbole de la fierté canadienne, fut un cuisant échec.

Une réflexion sur les relations Ottawa-Québec, un film d'enquête percutant de vérité racontant l'odyssée des expropriés de Mirabel et mettant en garde contre la dérapage technocratique des gouvernements.

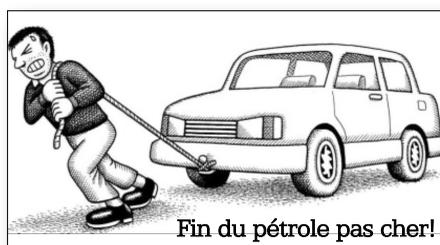
La porte-parole des contestataires de l'époque, Rita Lafond résume bien la situation: «Ce sont 15 villages qui ont été charcutés. L'expropriation a été le début d'une longue route. On s'en est sorti, on est fier de notre lutte et c'est la tête haute que nous sommes ici, pas pour être des victimes. Ensemble, on a appris à ouvrir les yeux, à démasquer les mensonges politiques et à s'exprimer. Si certains sont profondément blessés, on est resté vivant et on sait maintenant faire face à toutes les tracasseries des technocrates au nom du bien commun. Le territoire, on l'a fait revivre».



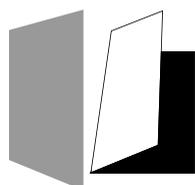
Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org



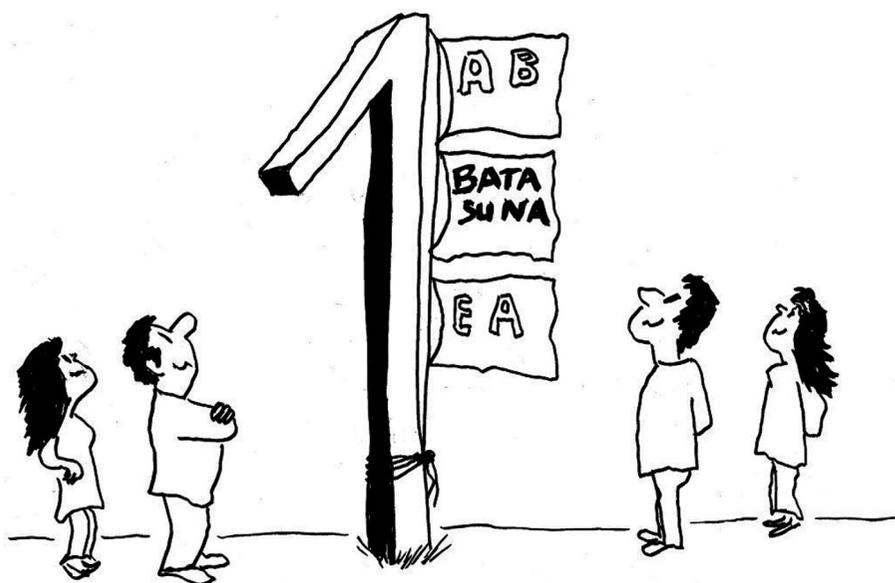
Plus de 130 personnes ont participé aux 3 conférences exceptionnelles de Guy Chauveteau sur la "Fin du Pétrole pas cher !"



MANU
ROBLES-ARANGIZ
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



Pays Basque Nord. Nous sommes donc loin du parti unique mais nous affirmons clairement notre postulat: la division des abertzale, c'est du passé!

Enb.: La coalition Euskal Herria Bai n'était-elle pas suffisante pour cela?

P. E-A.: Euskal Herria Bai, jusqu'à ce jour, n'était qu'une coalition électorale, reconduite au coup par coup à chaque nouveau scrutin. Mais si les élections sont des moments majeurs de la vie politique, elles ne sont pas les seules. Nous nous devons d'être présents au quotidien, au plus près de la population, et d'être des référents dans le maximum de domaines possibles. À ce titre, la création d'un espace politique commun n'est pas vraiment quelque chose de nouveau, il existe déjà dans les faits: Institutio Batzordea dans le domaine institutionnel, dynamiques Bil Gaiten et EH 2014 en vue des élections municipales et de l'élaboration d'un projet politique abertzale rénové, collectif ayant mené l'enquête auprès des militants abertzale, ou encore toutes ces plateformes où nous parlons d'une même voix au côté de formations non abertzale (Bake bidea par exemple). Tout cela ne demandait qu'à être un peu plus formalisé, un peu plus structuré, pour que l'action abertzale y soit partout portée dans une stratégie concertée et la plus lisible possible aux yeux de la population. «Euskal Herria Bai» semble d'ailleurs être le nom le plus approprié pour baptiser cette structure, ce sigle étant maintenant devenu un référent dans le panorama politique d'Iparralde.

Enbata: Comment se structurera ce nouvel espace commun? On a pu lire récemment dans les colonnes d'Enbata les craintes de certains militants quant à une motion jugée trop floue sur ce point...

P. E-A.: Mais bien sûr que la motion est floue! Il ne peut en être autrement quand on part du principe qu'il s'agit de mettre en synergie trois partis politiques, des groupes abertzale locaux ou d'autres n'agissant que dans un domaine particulier, des encartés et des indépendants, le tout de manière structurée et dans une même stratégie au quotidien et au plan élec-

toral. A moins de chercher à tout ficeler à deux ou trois personnes puis à imposer modes de fonctionnement et projet politique de manière autoritaire à tout le monde du jour au lendemain —ce qui me paraît souhaité par personne—, il est évident que cela prendra du temps et donnera lieu à de profondes réflexions collectives. Mais l'enjeu en vaut la chandelle, sauf à vouloir absolument laisser l'histoire bloquée à la date de la scission de 2001, sans percevoir les changements profonds qui se sont produits depuis, sans sentir la soif d'unité de la base abertzale, et surtout sans lever les yeux vers les perspectives que cette refondation ouvre pour l'avenir.

Enb.: AB ne disparaît donc pas dans l'affaire...

P. E-A.: Non seulement AB ne disparaît pas, pas plus que Batasuna ou EA qui ont de leur côté leurs propres évolutions internes à gérer au sein de ce nouveau panorama, mais il reviendra au contraire à chacun d'alimenter la dynamique collective de ses réflexions, de ses propositions, fruits de compétences et de capacités complémentaires. On peut évidemment voir les différences qui existent encore entre tendances comme des hypothèses sur la réussite de ce nouvel espace commun; mais on peut aussi considérer que la mise au point collective des stratégies futures permettra au contraire de niveler ces différences et de nous préserver des concurrences et autres rapports de force du passé. Au vu des énormes chantiers qui se présentent à nous, la responsabilité est historique et il n'y a pas de temps ou d'énergie à perdre.

Enb.: Quelle est l'ambition de ce nouvel espace politique à moyen terme?

P. E-A.: Par définition, elle est désormais à définir collectivement. Mais je ne pense pas prendre un gros risque en avançant qu'il s'agira d'organiser l'outil qui nous permettra de devenir, dès l'année prochaine, une force homogène rassemblant l'ensemble des abertzale de gauche dans une dynamique nationale en vue de la résolution du conflit et de la reconnaissance des revendications portées tant au Nord qu'au Sud par ce pays. Et pour

en rester au Pays Basque Nord, le spectacle offert par le paysage politique français nous montre lui-même la voie: un gouvernement qui revient sur la plupart de ses promesses de campagne; ses alliés de gauche qui jouent les équilibristes entre solidarité gouvernementale et respect de leur identité politique dans des dossiers aussi emblématiques que la gestion de la crise, le vote des immigré(e)s ou les questions environnementales; une opposition UMP en lambeaux et un FN qui se frotte les mains... C'est purement et simplement une voie alternative que nous avons à faire connaître à la population, solide sur ses fondamentaux abertzale et de gauche, dotée d'un projet politique convaincant, unie dans sa stratégie, présente au quotidien sur tous les grands dossiers, et en ordre de marche pour les échéances électorales de 2014 et 2015. Rien de véritablement nouveau là-dedans, c'est le projet que le monde abertzale a toujours porté. Mais après dix ans de divisions, c'est à nouveau uni qu'il le fera désormais.



Marché de Noël

 des producteurs fermiers

 & artisans d'art

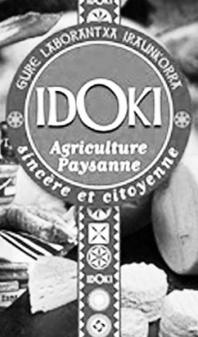
9 Sare

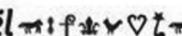
 Dimanche

décembre

 ABENDUAREN 9A

 Sara




Marché de Noël


- Produits fermiers Idoki et Artisanat d'art
- Buvette fermière et talos fermiers à base de produits Idoki
- Marrons chauds
- Balade à pottok avec les pottok d'Ibanteli
- Animation musicale (chants et triki)
- Jeux basques Xiba pour enfants à partir de 13h
- Chants basques avec Pantxix Bidart et Marie Hirigoyen
- Tombola avec des produits à gagner



 de 10h

 à 18h

ETA demande

Dans son dernier communiqué du 25 novembre, pour la nième fois depuis 30 ans, ETA demande à Madrid et à Paris l'ouverture d'une négociation pour aller vers la fin définitive de la confrontation.

DANS son dernier communiqué du 25 novembre, pour la nième fois depuis 30 ans, ETA demande à Madrid et à Paris l'ouverture d'une négociation, aujourd'hui à minima: la mise en œuvre d'un calendrier et de procédures adéquates pour faire revenir chez eux tous les prisonniers et les exilés, mettre en œuvre le désarmement et la dissolution des structures armées, la démobilisation de ses militants, enfin la démilitarisation d'Euskal Herria. Si la France et l'Espagne acceptent de négocier, cela amènera «la fin définitive de la confrontation armée».



Arnaldo Otegi, toujours incarcéré, est l'un des dirigeants de Batasuna qui ont amené ETA à déclarer la fin de la lutte armée

La réponse, on la connaît, elle a été donnée peu après la parution de ce texte. Pour le gouvernement espagnol, le seul communiqué attendu est celui de la dissolution d'ETA. Elle a été donnée aussi avant, par le gouvernement français, avec plusieurs arrestations de membres d'ETA aux quatre coins de l'Hexagone, l'extradition d'Aurore Martin, la condamnation à 20 ans de prison de deux anciens dirigeants connus d'ETA, Antza et Anboto, le 23 novembre par la cour d'assise spéciale de Paris. Le message est clair.

Par quel miracle ETA obtiendra-t-il demain une négociation, qui hier n'a jamais abouti, alors que sa capacité d'intervention militaire était beaucoup plus forte? Par quel miracle ETA obtiendra-t-il que la mise en

scène de la conférence internationale d'Aiete, avec sa brochette de has been dépourvus de tout pouvoir, aura quelque efficacité? Ni Paris ni Madrid n'ont reconnu à cette conférence la moindre légitimité et le fameux avocat sud-africain Brian Currin est déjà oublié. Tout cela ne fut qu'un habillage médiatique pour éviter à ETA de perdre la face. En 2012, quel intérêt deux Etats auraient-ils à négocier quoi que ce soit sur le terrain politique avec une organisation armée à genou? Par quel miracle l'Espagne et la France cesseront-ils d'appliquer la loi d'airain de l'Enéide: «*Parcere subjectis et debellare superbos*», épargner ceux qui se soumettent et dompter les superbes? Pourquoi ETA continue-t-il à faire croire qu'il obtiendra une négociation collective en faveur des presos, comme il le fit en vain pendant des décennies, lorsqu'il proposait le silence des armes contre la reconnaissance du droit à l'autodétermination et la réunification d'Euskal Herria?

La défaite est douloureuse. Chacun sait la somme de sacrifices et d'engagements que ce combat a suscité au sein même du peuple basque. Elle est le résultat d'une cécité à nulle autre pareille d'un côté, et de l'autre, de moyens colossaux mis en œuvre par Madrid durant quarante ans avec le plan ZEN. Ceux qui sont allés droit dans le mur n'en ont pas pris la mesure et ont cru à la méthode Coué.

Négocier un virage à 180° est un exercice difficile: le dernier communiqué d'ETA n'est sans doute qu'à usage interne, pour limiter dans ses rangs les grincements de dents. D'abord, «*ne pas désespérer Billancourt*», comme on disait du temps de Jean-Paul Sartre et des compagnons de route du PCF stalinien. Laisser survivre l'illusion d'une «*paix juste et durable*», alors qu'au final de toute guerre, il y a d'abord un vainqueur et un vaincu...

C'est ce décalage persistant, cette obstination dans le refus de prendre en compte le principe de réalité, qui rend la dernière déclaration d'ETA inquiétante pour les combats politiques de demain. Beaucoup de militants abertzale et non des moindres se bloquent sur cette voie de garage qui les a déjà conduits dans un cul de sac, voire un cul de basse fosse. Elle permet à nos adversaires de gagner du temps, de maintenir le statu quo, de contenir à moindre coût le petit foyer de rébellion basque, en réduisant à l'impuissance les abertzale les plus déterminés.

Anai Artea

Frantziaren eskuhartzea euskal gataskan / L'implication française dans le conflit basque, c'est le titre de l'ouvrage bilingue qu'Anai Artea, la plus ancienne association humanitaire d'aide aux prisonniers et réfugiés politiques basques, fondée par Piarres Larzabal et Telesforo de Monzon, publie cette semaine.

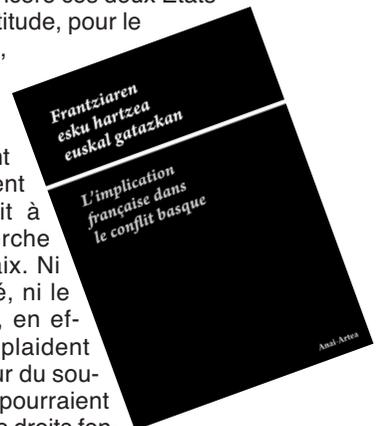
FAIRE la lumière sur le passé pour que les acteurs du conflit basque prennent conscience du rôle qu'ils y ont tenu est un acte incontournable si l'on veut construire une paix durable. C'est une des exigences de la Déclaration d'Aiete d'il y a un an. Le travail présenté, dont Anai Artea est maître d'œuvre, mais qui a nécessité le concours de plusieurs associations et de beaucoup d'autres personnes, recense plusieurs centaines de personnes qui se sont mises en position de subir la répression de l'Etat français et aussi espagnol pour quelques unes.

En rappelant le contexte historique il dévoile en même temps le rôle qu'ont joué et jouent encore ces deux Etats dont l'attitude, pour le moment,

laisse à penser qu'ils préféreraient clairement le conflit à la recherche de la paix. Ni le passé, ni le présent, en effet, ne plaident en faveur du souci qu'ils pourraient avoir des droits fon-

damentaux dont les Etats dignes d'être appelés démocratiques doivent être les défenseurs. C'est pour cette raison que sont aussi publiés les noms des victimes des groupes paramilitaires espagnols qui, à l'instar du GAL ont été les instruments du terrorisme d'Etat espagnol sur le sol de la République. Ainsi que la liste des 130 prisonniers actuellement éloignés de leurs familles et dispersés dans 30 prisons différentes.

L'ouvrage d'Anai Artea n'oublie pas non plus de rappeler les noms des policiers et des gendarmes qui ont perdu leur vie au service de l'Etat.





Preso

● **La Ligue mobilise pour Aurore.** Grâce à la Ligue des droits de l'homme, le cas d'Aurore Martin ne peut plus être ignoré en haut lieu. Les présidents de la LDH et de la FIDN ont réuni autour d'eux à Paris le 27 novembre les deux députés PS du Pays Basque, le sénateur Lasserre, le porte-parole du PCF Dartigolles, celui du NPA Besancenot afin de présenter une lettre au président Hollande co-signée par Stéphane Hessel, Henri Leclerc, Guy Bedos, etc. Ils expriment leur protestation concernant l'extradition d'Aurore par MAE, réclament sa libération immédiate, et demandent une réponse positive aux recommandations de paix proposées par les personnalités réunies à Aiete.

L'avocate lone Goirizelaia a fait part des conditions extrêmement sévères auxquelles est soumise Aurore dans sa prison de Soto Del Real. Elle n'a droit à aucune autre visite que celles de sa famille, et l'avocate elle-même ne communique avec sa cliente qu'à travers des barreaux!

● **Le département unanime contre le MAE.** Le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques a été unanime le 30 novembre pour dénoncer à son tour l'extradition d'Aurore Martin. Dans une lettre adressée aux autorités de l'Union Européenne, l'assemblée départementale met en évidence l'incohérence de ces MAE par rapport aux législations différentes selon les pays, puisque les faits reprochés à Aurore *"ne sont pas répréhensibles en France!"*.

La Gau Eskola de Garazi-Baigorri organise un bus pour se rendre à la Foire aux livres et aux disques de Durango, le samedi 8 décembre.

Inscriptions au 05 59 37 79 15 ou par mail: aek.garazi@gmail.com

Horaires: Saint-Palais, 8h30, (Eglise); Larceveau, 8h50, (Rond-point); Saint-Jean-Pied-de-Port, 9h10, (Jai Alai); Osses, 9h30, (Zubiondoa); Cambo, 9h50, (Arnaga); Bayonne, 10h10, (Leroy Merlin); Biarritz, 10h20, (Péage); Biriattou, 10h35, (Péage).

Arrivée à la Foire de Durango: 11h45. Départ de la Foire de Durango: 19h. Tarif: 20 €. Membre AEK: 15 €. Enfants gratuit jusqu'à 12 ans.

Jean-Marc-en kronika



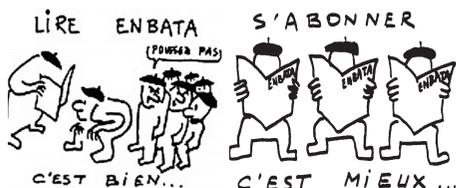
Petit Papa Noël

CETTE année encore il n'y a pas le choix dans la date: Noël tombe un 25 décembre. Il est temps que je te dise ce que je veux comme cadeaux. Certains disent que, comme Dieu pour les grands, tu n'existes pas. Surtout depuis que Saint François a remplacé Saint Nicolas. Mais moi j'y crois très fort. D'autant qu'on a été très sages toute l'année. Parce qu'en plus, les derniers combattants de l'ombre ont finalement réalisé, à force qu'on leur dise, que c'était pas bien de poser des bombes. Pour ceux qui les recevaient bien sûr mais aussi pour nous. Qu'il y avait un cycle *«action-répression»* qui nous isolait. Et ça nous revenait dans la gueule comme un boomerang. Alors, aujourd'hui, tout le monde veut la paix. Enfin, presque. Les chefs en France et en Espagne, ils préféraient avant. Pour les amalgames, c'était mieux. Ça faisait peur et ça aidait à gagner les élections. Surtout au Sud. Et puis comme maintenant y'a beaucoup de policiers qui s'ennuient, ils cherchent les derniers Basques qui se cachent. Ou qui se cachent pas. Pour eux, le conflit armé, il peut pas s'arrêter. Parce que sinon, il faudra parler du fond. Du droit à être comme les autres. Un vrai pays pluraliste où c'est nous qui décidons.

Mais bon, chez moi, on n'en est pas là. Y'en a qui font rien que de nous dire non. Et pourtant on demande pas la lune. Juste un peu de soleil. Maintenant, c'est eux les méchants. Ils veulent gaspiller notre argent avec un train qui va très vite et des avions qui polluent beaucoup. Ils disent *«non»* pour qu'on gère notre vie quotidienne avec une *«collectivité»* comme disent mes parents. Et en plus, ils nous demandent même pas notre avis. Parfois, ils font des promesses et après ils veulent plus, comme le vote des étrangers. A coup sûr, ça va être pareil pour la charte de notre

langue. Mes parents, ils disent qu'ils auraient pas dû voter pour eux, le PS. Comme y a longtemps, il paraît, quand les garçons ils avaient les pattes comme des éléphants et les cheveux longs comme un certain Antoine et que sa mère elle voulait qu'il les coupe. Ils disent aussi que le PS, ils veulent pas faire fâcher les riches parce qu'ils sont pas bien latéralisés et qu'ils confondent la droite et la gauche. Mais c'est simple: la gauche, c'est là où y a le pouce à droite! C'est ça le PS, ils disent. Et ils rajoutent: *«Vivement que la gauche arrive au pouvoir en France pour s'occuper mieux de tous ceux qui sont différents»*. Comme de mon frère qui a de l'autisme dans la tête. Et pour qu'ils arrêtent d'écouter plus les *«psychanalystes»* et leur chef *«Fred»*, que les associations de parents. C'est dingue!

J'oublie pas les cadeaux et comme c'est la crise, je veux commander que des choses pas chères et utiles. Par exemple, un livre de cuisine avec la recette de l'étouffée à l'Aillet. Aussi, j'aimerais le retour d'Aurore chez elle et des autres aussi. Si tu peux mettre ceux qui ont pas vraiment de chez eux dans les maisons où y a une personne, ce serait bien. Et qu'y ait moins de secondes maisons. Et aussi, de demander l'avis des gens. Et de faire payer plutôt les riches que tout le monde avec la Télévéa. Et que tous les handicapés, ils aient des gens formés avec un vrai métier pour mieux les aider. Que Philippe Val il aille plutôt à *Energie* qu'à *France Inter* et Manuel, son frère, plus loin à l'extérieur. Et Marie Lapeine en Afrique pour plus avoir des idées noires. Et aussi que Grenet quitte la mairie et que l'Aviron bayonnais finisse enfin devant le BO. Je sais, ça fait beaucoup, mais Aita il dit que *«le désir s'accroît quand l'effet se recule»*. Alors peut-être il faudra que j'attende un peu pour tous ces cadeaux...





Collectivité territoriale à statut particulier : le pas de l'auto-affirmation d'Iparralde

● Xabi Larralde

APRES des mois d'un travail qui s'est voulu le plus rigoureux possible, la dynamique de réflexion de fond enclenchée par le Conseil de développement a débouché sur la requête d'une Collectivité territoriale à statut particulier pour le Pays Basque Nord approuvée à la quasi unanimité des présents à l'Assemblée générale du Conseil des élus du 24 novembre dernier. C'est un pas très important dans la trajectoire politique d'Iparralde. Tout d'abord, cette décision clôt une phase qui s'est ouverte en 1993 par les réflexions de Pays Basque 2010 et la mise en forme d'un premier schéma d'aménagement et de développement pour Iparralde. Jusqu'à peu, le Conseil de développement et le Conseil des élus qui étaient issus de cette démarche de Pays Basque 2010 ont servi à alimenter le statut-quo établi sur une absence de véritable cadre politique propre à Iparralde. Parmi maints épisodes en se remémorera notamment celui de la crise de 2003-2004 suite à laquelle Patxi Noblia avait été «*débarqué*» du conseil de direction du Conseil de développement. Maintenant enfin, ces outils se positionnent pour la sortie du statuquo en réclamant à leur tour une reconnaissance institutionnelle d'Iparralde. Il est vrai, la demande d'une Collectivité territoriale n'a rien de révolutionnaire, et en tant qu'abertzale, je reste convaincu que le concept d'autonomie est plus porteur à beaucoup d'égards, même en termes de pédagogie vis-à-vis de la population. Mais le dépassement de la

notion de département nous fait sortir du registre d'un cadre standard pour entériner une mouture institutionnelle qui, par son caractère spécifique, affirme en tant que tel l'existence d'une réalité différenciée du Pays Basque appelant des réponses distinctes. Parmi plusieurs autres facteurs, tout le monde s'accordera pour dire que le contexte politique global a fortement contribué à ce résultat. Le fait qu'aux lendemains de la Conférence de paix d'Aiete et de l'annonce de la fin de plus de quarante ans d'activité armée d'ETA, la dynamique du débat politique en Iparralde débouche sur l'affirmation d'un cadre précis de reconnaissance politique spécifique revêt une valeur historique extrêmement forte. Cela est d'autant plus vrai que le précédent est double: l'affirmation de ce cadre de reconnaissance politique repose sur un niveau de consensus dont je ne connais personnellement pas beaucoup d'autre antécédent. Car, dans l'histoire contemporaine, il y a-t-il un autre exemple de positionnement politique collectif fort en Iparralde qui ait rassemblé l'ensemble du spectre politique local, droite gauche confondues, abertzale inclus? Ainsi, l'équation de la donne politique est aujourd'hui posée en des termes on ne peut plus clairs. Elle oppose le Pays Basque qui demande d'une seule voix un cadre de reconnaissance politique bien défini au pouvoir parisien auquel il appartient de répondre à cette demande. Evidemment, la partie est loin d'être gagnée, surtout quand on prend en compte les



La dynamique du débat politique en Iparralde, qui débouche sur l'affirmation d'un cadre précis de reconnaissance politique spécifique, revêt une valeur historique extrêmement forte."

déclarations qui nous parviennent ces derniers temps des sphères dirigeantes parisiennes. Mais nous avons franchi un pas qui apparaît d'autant plus significatif quand on le considère d'un point de vue large qui est celui de la dynamique des processus d'émancipation. Ces derniers supposent de passer successivement par trois étapes: l'auto-affirmation, l'auto-organisation et enfin l'autodétermination. Je pense qu'Iparralde vient de franchir collectivement la première étape. A court terme, il nous faut continuer à travailler, rester mobilisés et contribuer à socialiser auprès de la population ce concept de Collectivité territoriale à statut particulier de sorte à faire bouger les lignes du débat au niveau du gouvernement français. Pour autant, si dans le cadre de l'acte III de la décentralisation, l'Etat français se refuse finalement à octroyer un véritable cadre institutionnel propre à Iparralde, une réflexion de fond devra alors s'ouvrir sur la façon de poursuivre notre combat, et me semble-t-il, une des perspectives consistera à se demander comment nous pourrions passer à la deuxième étape du processus d'émancipation.

Notre couverture: Photo de la 46^e Foire du livre et du disque de Durango.

Sur votre agenda

Abendua:

● **Ortzeguna 6a, 19.00, MAULE** (Zinka ostatüan).

Mintzaldia
Bertsolaritza: begirada feminista bat

● **Jeudi 13, 20h30, HAZPARNE** (Haritz Barne). "Sur les pas de Jakes", film documentaire de



Ramuntxo Garbisu.

● **Samedi 15, BAIONA** (Faculté). Forum pour la paix organisé par Bake Bidea, Lokarri et la faculté de Bayonne.

● **Larunbata 15a, 12 tik goiti, SENPERE** (Oxtikenia). Presoen aldeko eguna

● **Samedi 15, 21h, MIARRITZE** (Atabal). Concert au profit d'Integrazio Batzordea: Esne Beltza, Maitips, Lurra et Es Lo Que Hay.



EUSKALTZAINDIA
REAL ACADEMIA DE LA LENGUA VASCA
ACADÉMIE DE LA LANGUE BASQUE

EUSKARAREN HERRI HIZKEREN ATLASA
Euskaltzaindiaren obraren aurkezpena.



Ekitaldia izanen da 2012ko abenduaren 11n asteartearrekin arratsaldeko 18:00tan UPPAKO Baionako Fakultateko Amphi 040 gelan eta obraren lehen lau fruituen aurkezpena Xarles VIDEGAIN, Adolfo ARZJITA euskaltzain osoen eta Gotzon AURREKOITXEA euskaltzain urgazlearen eskuetatik eginen da.

Sommaire

● CAHIER N°1 ENBATA

AB: "Il est temps de tourner la page des divisions" 4 et 9
ETA demande 10

● CAHIER N°2 «ALDA!» quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0317 C 87190